

Affaire Manirumva : Quand le Frodebu accuse nommément le pouvoir Cnnd-Fdd

@rib News, 02/04/2010 ASSASSINAT D'ERNEST MANIRUMVA : UNE BOMBE QUI ATTEND LES NORS DE BUJUMBURA. L'Aube de la Démocratie, 01-04-2010 Cela va faire bientôt une année que le vice-président de l'OLUCO (Organisation de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques), Monsieur Ernest MANIRUMVA a été sauvagement assassiné. Des commissions d'enquête ont été initiées sans succès. Même la dernière commission en passe de sortir un rapport presque vide car elle aussi a peur de traduire les véritables hommes forts en justice. Malheureusement et c'est cela qui devient de plus en plus inacceptable, des innocents sont emprisonnés, d'autres en cavales et d'autres sont abattus systématiquement dans l'indifférence totale. La société civile a presque mis les hommes politiques ignorent presque les tenants et les aboutissants de ce carnage, ils sont donc impassibles, la communauté internationale se tait et guette. C'est dans cette indifférence que le rouleau compresseur continue d'écraser physiquement tous les moins gagnants. Ils sont nombreux, ils sont plus de trente sur la liste d'attente. Qui sont ces moins qui doivent être exécutés. Et quelle est la main qui les descend ? Les hommes qui sont en train d'être exécutés sont les agents de Transmission et les chauffeurs des hauts gradés de la police qui ont participé à l'assassinat d'Ernest MANIRUMVA. A côté de cette catégorie il y aura un autre groupe cible qui a été placé sur l'itinéraire de cette opération macabre. Ils sont plus d'une vingtaine. Cette nuit-là on leur avait dit que le chef de l'Etat allait se déplacer tard dans la nuit pour justifier le déploiement. Mais ce groupe n'est pas encore exécuté. Aujourd'hui ceux qui sont déjà assassinés ont portés disparus sont : - COYISHAKIYE Ezéchiel, il était un agent de transmission du colonel David NIKIZA. Il a été conduit à l'hôpital d'« Chez le gentil ». Mais malgré les assurances du Commissaire Adjoint de la PSR, Monsieur Louisé, cet homme a disparu dans la nature. Il est vraisemblablement mort. Et pourtant ce commissaire avait devant la commission d'enquête déclaré qu'il était à l'hôpital et bien gardé. - Le deuxième Agent du ministère s'appelle NZISABIRA. Il est lui aussi porté disparu. - La troisième victime qui a été chassée de cette campagne d'assassinats s'appelle NIYOYANKUNZE Sylvestre. Ce policier, chauffeur du Directeur Général Adjoint de la Police Nationale, le Général de Brigade Gervais NDIRAKOBUCA alias NDAKUGARIKA (je vais tâcher d'éliminer) a reçu des balles en pleine poitrine à la 1ère avenue Bwiza le Week-end du 13-14 mars 2010. Il n'est pas mort. Interrogé sur les faits, il a gardé un silence de mort. - Le quatrième cas est celui d'un deuxième agent du ministère NDAKUGARIKA. Il est porté disparu. Mais à la police on déclare qu'il a été déposé. Mais dans le dernier rapport du BINUB un corps non identifié criblé de plusieurs balles en pleine poitrine a été ramassé. Probablement que c'est ce policier qui manque à l'appel chez NDAKUGARIKA. La dernière victime qui a été assassinée le 20 Avril 2009, soit 2 semaines après l'assassinat d'Ernest MANIRUMVA est ce capitaine Pacifique NDIKURIYO. Cet officier subalterne qui faisait partie de la garde présidentielle avait participé à deux réunions sur le cas MANIRUMVA. Mais quand le groupe a décidé qu'Ernest MANIRUMVA devait être tué, le capitaine Pacifique NDIKURIYO a refusé d'exécuter cette mission en ces termes : « NARAKIJIJWE NTA MARASO NSHOBORA GUKORA », « je suis un converti, je ne peux pas verser le sang d'un innocent » Dès lors il n'a plus participé aux deux dernières réunions. Mais il connaissait le projet secret. Il fallait le faire taire définitivement ! Mais qui participaient à cette réunion ? Il s'agit des hommes forts de la police nationale et de la police présidentielle. Ce sont les mêmes qu'on a retrouvés sur tous les lieux où MANIRUMVA a été traqué. De son domicile cette équipe l'a amené au Bureau sis à Kigobe Sud. De Kigobe sud on l'a transporté en plein centre ville où il a subi un interrogatoire atroce. De là il a été traqué jusqu'à Mutanga Sud. Ces hommes qui supervisaient l'opération avaient malheureusement, tous des chauffeurs et des agents de transmission. Il s'agissait de : - Général Major Adolphe NSHIMIRIMANA ; - Général de Brigade Gervais NDIRAKOBUCA ; - Le Colonel David NIKIZA ; - Major Désiré UWAMAHORO. Ce sont les mêmes qui ont tenu les quatre réunions de préparation. Ernest MANIRUMVA a donc été tué par des hauts responsables de la République. Ceci nous aide à comprendre 4 faits troublants : 1°. Le Directeur de la prison de Rutana a transféré le prisonnier NTIRAMPEBA Joseph alias BIRARA à Bujumbura. Pourtant ce transfert avait été interdit par la commission d'enquête. Ce transfert a été exigé par les mêmes dinosaures. Il avait pour objet de faire porter le chapeau à l'affaire Hilaire NDAYIZAMBA. A ce titre Monsieur Joseph NTIRAMPEBA devait charger Hilaire NDAYIZAMBA. Le prisonnier a refusé ce montage parce qu'il ne connaissait pas ce NDAYIZAMBA. De surplus en acceptant ce faux témoignage NTIRAMPEBA se mettait ipso facto la corde au cou. Précisons que ce NTIRAMPEBA Joseph, un ancien démobilisé, avait bénéficié d'une recommandation spéciale pour travailler loin de Bujumbura, à Rutana, dans la SAMANKOR. Une société qui a offert à la première dame un don d'une valeur de huit cent mille dollars américains. Cette société qui offrira de temps en temps un jet pour le déplacement du chef de l'Etat à l'étranger. La commission n'est pas content de ce transfert de NTIRAMPEBA, a ordonné l'arrestation du Directeur de la Prison de Rutana. Celui-ci est actuellement en prison. Mais il a refusé devant la commission d'enquête de décliner l'identité de la personne qui lui a donné l'ordre de transférer le prisonnier NTIRAMPEBA. A cette question il oppose un silence de mort. C'est dire qu'il est venu des hommes forts du pouvoir. Mais le silence de l'ancien Directeur de la prison de Rutana ne le protège pas. Il risque de subir le sort du capitaine Pacifique NDIKURIYO. Il peut être exécuté pour le faire taire définitivement. 2°. Le deuxième fait troublant vient des restrictions qui ont été imposées au FBI, son champ d'action a été réduit et son rôle limité. Ainsi le FBI n'a pas pu interroger les gros poissons de la police. Bien plus ils n'avaient pas le droit d'établir un corps de la présence des burundais, encadreurs. Que cachait-on au FBI ? 3°. Le troisième fait troublant vient de la déclaration faite par le Directeur des Douanes, Monsieur Ezéchiel devant la commission. A ce titre, rappelons que sa camionnette ainsi que son agent de transmission étaient dans cette nuit fatidique du 8 avril 2010 au domicile et au bureau de la victime. A la question de savoir comment cette camionnette est retrouvée dans cet acte criminel. Monsieur Ezéchiel a répondu tout simplement que sa camionnette avait été réquisitionnée par la police présidentielle et qu'il ignore le mobile de la réquisition. Ce qui est étonnant c'est que seul l'agent de sécurité d'Ezéchiel a été arrêté. Mais l'équipe qui a réquisitionné le véhicule n'est pas inquiétée. 4°. Par contre Prosper Mwirimwe, Hilaire NDAYIZAMBA, le directeur de la Prison de Rutana ainsi que quelques éléments de la police restent en prison pendant que les véritables responsables de cet acte ignoble

sont en liberté en train de liquider les tmoins. Franchement la communauté internationale devrait faire quelque chose sinon ce dossier risque d'empporter plusieurs vies humaines. Sur cette liste des victimes il sied de rappeler le cas de l'homme affaire RWASA Salvator qui a dû s'exiler parce qu'il allait lui aussi être arrêté injustement. Le burundais doit se saisir de ce dossier afin d'arrêter cet hcatombe des innocents. Ceci est un devoir de tout le peuple digne de son nom. J'ai parlé des victimes, j'ai parlé des bourreaux mais j'ai oublié de parler de l'assassinat d'Ernest MANIRUMVA. Pourquoi cet intgre, patriote citoyen a été immolé sur l'autel des ma Bonne Gouvernance ? Les raisons qui ont présidé à l'assassinat de ce digne fils du Burundi procèdent d'une investiture qu'il menait autour des armes qui sont achetées par le Burundi mais qui ne sont pas enregistrées dans aucun magasin d'armement du pays. Il cherchait à savoir où allaient ces armes et où provenaient les fonds pour les acheter. Le président avait commencé à poser la question à la police pour savoir quand datait la dernière commande des armes. Il ne savait pas qu'il venait de mettre les pieds dans un réseau impitoyable de trafic d'armes ! Il semblerait qu'au Ministère de la Défense Nationale et des Anciens combattants on était au courant de cette démarche heureuse d'Ernest MANIRUMVA. Est-ce pour cette raison que le Lieutenant Général Germain NIYOYANKANA, ministre de la Défense Nationale était sur les lieux du crime le matin 9 avril 2010, avec un air trs fcheux ? Ceux qui l'ont vu sur les lieux du drame, on vu un homme profondément choqué et abattu ! Cette présence du ministre de la Défense rappelle un fait important qui reste gravé dans la mémoire des sinateurs et surtout du Sinateur RUGIRA Jean Marie aujourd'hui en cavale au Canada. Le sujet les élus sinateurs se souviennent d'une loi qui est passée au Sénat qui dépossédait le Ministère de la Défense de toute prérogative d'achat des armes. Cette prérogative ainsi que l'autorisation de port d'armes revenaient au Sénateur BUNYONI de la Sécurité Publique ! Le sinateur RUGIRA Jean Marie n'a pas manqué ce jour-là d'ironiser et de poser la question de savoir si le Ministre BUNYONI allait pas être débordé par toutes ces prérogatives ! Pour RUGIRA ce transfert de compétence était inquiétant ! Il avait raison de s'exiler le sinateur RUGIRA Jean Marie. Aujourd'hui sur la liste des hommes à abattre. Cette folie meurtrière qui tourne autour de ce dossier ne l'aurait pas épargné. En tout état de cause cette folie meurtrière autour de ce dossier doit cesser par tous les moyens. Sinon l'histoire nous jugera trs sévèrement ! Du reste Hilaire NDAYIZAMBA, Prosper Msimire, RWASA Salvator n'ont pas quitté le haricot et le café pour embrasser le trafic d'armes ! C'est absurde ! Ils doivent être libérés ! Ils n'avaient aucune raison de rester à MANIRUMVA ! Le FRODEBU a déjà dans son plan d'action la mise en place d'un prix pour la bonne gouvernance dénommé « prix Ernest MANIRUMVA ». Et il devra être originaire en héros national de la Bonne Gouvernance. Mais ce ne suffit pas, honorable Léonce NGENDAKUMANA ! Arrêtez les coupables ! Interpellez le Gouvernement ! Prenez à tout le moins le peuple burundais, ce cartel ne peut pas continuer à régner sur le Burundi ! NDIMURUVUGO A. Ndir : "L'Aube de la Démocratie" est le journal officiel du parti Frodebu. Depuis la publication de cet article, le porte parole du parti Sahwanya Frodebu Pancrace Cimpaye se trouve en cachette par peur, dit-il, d'être tué par le pouvoir de Bujumbura. Selon le président du Parti Sahwanya Frodebu Léonce Ngendakumana, le porte parole du parti n'est pas responsable du contenu du journal, mais plutôt le Frodebu.